SUD FRESH
FRESH TRANSPORTS & LOGISTICS

CONDITIONS GÉNÉRALES POUR LE TRANSPORT PAR ROUTE

Généralités - Application

Le présent contrat de transport, national ou international, est régi par les dispositions de la convention CMR et par les présentes conditions.

Les conditions et prescriptions contraires de l'expéditeur ou du destinataire ne sont pas applicables, à moins qu'elles ne soient acceptées expressément et par écrit par le transporteur.

La signature de la lettre de voiture par le chargeur, le personnel de quai et le commissionnaire- expéditeur engage l'expéditeur, et la signature par les arrimeurs, les manutentionnaires ou le personnel de quai à destination engage le destinataire.

L'expéditeur se porte fort pour sa partie contractante, le destinataire, que celle-ci a connaissance des présentes conditions et est d'accord avec celles-ci, à défaut de quoi il indemnisera le transporteur de tous les frais et le garantira contre toute éventuelle prétention.

Chargement - Déchargement - Poids

Sauf indication écrite contraire, les parties conviennent expressément que le chargement et le déchargement sont assurés respectivement par l'expéditeur ou le destinataire. Dans la mesure où le chauffeur est prié par l'expéditeur ou par le destinataire d'effectuer ces opérations, il le fera sous la surveillance, le contrôle et la responsabilité formels respectivement de l'expéditeur ou du destinataire. Le transporteur n'assume aucune responsabilité pour les dommages causés par et/ou pendant le chargement et le déchargement.

Sauf indication écrite contraire et dans la mesure où cela est possible et/ou nécessaire, l'arrimage est assuré par le transporteur sur la base des instructions de l'expéditeur ou du chargeur qui sont données conformément à la législation en vigueur en fonction du trajet. Si le véhicule utilisé par le transporteur ou l'arrimage s'avère inadapté parce que des informations incorrectes ou incomplètes ont été communiquées par l'expéditeur ou par le chargeur ou si l'emballage de transport ne s'avère pas suffisamment solide pour permettre une bonne sûreté du chargement, les frais et le dommages qui en résultent seront intégralement à la charge de l'expéditeur.

La livraison a lieu au seuil ou au quai des bâtiments s'il n'y a pas d'autre lieu convenu.

Le déplacement du véhicule sur le terrain de l'expéditeur, du chargeur ou du destinataire a entièrement lieu suivant les instructions et sous la responsabilité de ceux-ci. Le transporteur peut toutefois s'opposer à ces instructions s'il est convaincu que les circonstances locales compromettent la sécurité de son véhicule ou du chargement

S'il n'y a aucune personne compétente sur place, à l'heure de livraison convenue, le transporteur est instruit de décharger le bien à livrer sur place, après quoi la livraison sera communiquée par le transporteur à l'expéditeur/ au donneur d'ordre du transport, de n'importe quelle manière et ce dernier sera censé avoir accepté cette livraison sans aucune réserve.

A moins que l'expéditeur n'ait expressément demandé au transporteur de contrôler le poids brut du chargement au sens de l'article 8 alinéa 3 de la Convention CMR, l'expéditeur reste responsable de toute surcharge, fut-ce par essieu, qui est constatée pendant le transport. L'expéditeur couvrira tous les frais qui en résultent, en ce compris le préjudice lié à l'immobilisation du véhicule et toutes les éventuelles amendes ou tous autres dépens qui pourraient en résulter.

Instructions

Les préposés du transporteur ne peuvent accepter aucune instruction ni aucune déclaration qui engage le transporteur au-delà des limites prévues en ce qui concerne :

la valeur des marchandises qui doivent servir de référence en cas de perte totale ou partielle, ou encore d'avarie (art. 23 et 25 CMR)

les délais de livraison (art. 19 CMR)

les instructions de remboursement (art. 21 CMR)

une valeur spéciale (art. 24 CMR) ou un intérêt spécial à la livraison (art. 26 CMR).

des instructions ou déclarations concernant des marchandises dangereuses (A.D.R.) ou marchandises qui font l'objet d'une réglementation spéciale.

Entreposage

En cas d'entreposage par le transporteur, celui-ci ne sera pas responsable en cas de vol avec effraction et/ou violence, incendie, explosion, foudre, chute d'aéronefs, dégâts causés par l'eau, vices propres des marchandises et de leur emballage, vices cachés et force majeure.

La responsabilité est, dans tous les cas, limitée à un montant maximum de 8,33 droits de tirage spéciaux (D.T.S.) par kilogramme de marchandises perdues ou endommagées avec un maximum

absolu de 25.000 euros par événement ou par série d'événements ayant une seule et même cause des dégâts. Le transporteur n'est pas responsable des dégâts indirects, tels que la perte économique, les dommages consécutifs ou les dommages immatériels.

Temps d'immobilisation

Le transporteur a droit à l'indemnisation des temps d'immobilisation du véhicule routier.

A défaut de convention contraire, il est présumé que le transporteur prend à sa charge une heure de chargement et une heure de déchargement. Au terme de cette heure, le transporteur a droit à une indemnité couvrant l'intégralité des frais résultant du temps d'immobilisation complémentaire.

Le transporteur a également droit à une indemnité couvrant l'intégralité des frais résultant d'autres temps d'immobilisation qui, en tenant compte des circonstances du transport, dépassent la durée normale.

Responsabilité

Le transporteur est uniquement responsable des dommages aux marchandises transportées, conformément aux dispositions applicables de la Convention CMR.

Lorsque, en conséquence du transport, des dommages sont causés à d'autres marchandises se trouvant sous la garde de l'expéditeur, du chargeur ou du destinataire, mais qui ne sont pas les marchandises à transporter, le transporteur sera uniquement responsable de dommages résultant de sa faute ou de sa négligence. Quoi qu'il en soit et sauf en cas de dol, l'importance de sa responsabilité pour les dégâts causés à d'autres marchandises que les marchandises à transporter est limitée par sinistre à 8,33 unités de compte pour chaque kg brut de poids du chargement transporté.

Facturation - Paiements - Gage/Rétention

Le donneur d'ordre est tenu de payer le prix de transport, même s'il demande au transporteur de recouvrer le prix de transport auprès du destinataire.

En cas d'annulation d'un trajet dans les 24 heures avant le début du trajet, le prix intégral du trajet restera dû au transporteur.

Pour l'échange de palettes, le transporteur peut porter en compte une indemnité complémentaire. Le nombre de palette a échanger tient compte d'une déperdition de 5%.

Toute compensation entre le prix du transport et d'éventuelles sommes à réclamer au transporteur est interdite.

Sauf convention contraire par écrit, les factures du transporteur sont payables à l'échéance mentionnée et sans rabais.

A défaut de paiement des factures à leur échéance, les montants impayés produiront des intérêts de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux d'intérêt tel que prévu dans la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

Lorsqu'un intérêt tel que mentionné dans l'alinéa précédent est dû, le transporteur a droit de plein droit et sans mise en demeure au paiement d'une indemnisation forfaitaire avec un minimum de 10

% du montant non payé par la partie contractante. L'octroi de cette indemnité raisonnable de 10% n'exclut pas l'octroi d'une éventuelle indemnité de procédure ni d'autres frais de recouvrement prouvés.

En outre, à défaut de paiement à l'échéance, toutes les factures non échues deviendront immédiatement et intégralement exigibles de plein droit et sans mise en demeure.

Les différentes créances du transporteur à l'égard du donneur d'ordre, même si elles se rapportent à plusieurs expéditions et à des marchandises qui ne sont plus en sa possession, constituent une créance unique et indivisible à concurrence de laquelle le transporteur peut exercer tous ses droits et privilèges.

Le transporteur pourra en outre exercer un droit de gage et/ou de rétention sur tout le matériel et/ou toutes les marchandises qu'il envoie, transporte, stocke ou détient d'une quelconque façon, et ce pour couvrir toutes les sommes que son donneur d'ordre est ou sera redevable de quelque chef que ce soit.

Nonobstant toute insolvabilité, toute cession de créance, toute forme de saisie et nonobstant tout concours, le transporteur pourra appliquer une compensation ou une novation aux obligations du transporteur à l'égard de sa partie contractante, et aux obligations de cette dernière à l'égard du transporteur. La notification ou la signification d'une insolvabilité, d'une cession de créance, d'une forme quelconque de saisie ou d'un concours ne portera en aucune manière préjudice à ce droit.

Dispositions finales

En cas de contestation entre les parties, les tribunaux du siège social du transporteur seront compétents, sans préjudice de l'application de l'article 31 alinéa 1 de la convention CMR. Le droit belge est applicable.

Au cas où, pour une raison quelconque, une ou plusieurs clauses des présentes conditions générales ne seraient pas applicables, les autres clauses resteront valables.

ALGEMENE VOORWAARDEN VOOR WEGVERVOER

Algemeen - Toepassing

Deze vervoersovereenkomst, nationaal dan wel internationaal, wordt beheerst door de bepalingen van het CMR-verdrag en door onderhavige voorwaarden.

Andersluidende voorwaarden en voorschriften van de afzender dan wel geadresseerde zijn niet van toepassing, tenzij deze uitdrukkelijk en schriftelijk zijn aanvaard door de vervoerder.

Ondertekening van de vrachtbrief door de verlader, kaaipersoneel en commissionair-expediteur bindt de afzender en ondertekening door de stuwadoors, de goederenbehandelaars of het kaaipersoneel op bestemming bindt de geadresseerde. De afzender maakt zich sterk voor zijn contractant, de geadresseerde, dat deze kennis heeft van en akkoord gaat met onderhavige voorwaarden, bij gebreke waaraan hij de vervoerder zal vergoeden voor alle kosten en vrijwaren voor elke mogelijke aanspraak.

Lading - Lossing - Gewicht

Behoudens schriftelijke vermelding in andere zin, komen partijen uitdrukkelijk overeen dat de belading en lossing gebeurt door de afzender, resp. de geadresseerde. In de mate dat de chauffeur door de afzender of de geadresseerde verzocht wordt om deze daden te stellen, gebeurt dit onder uitdrukkelijk toezicht, controle en verantwoordelijkheid van de afzender, resp. de geadresseerde. De vervoerder draagt geen enkele aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door, en/of tijdens belading en lossing.

Behoudens schriftelijke vermelding in andere zin en voor zover dit mogelijk en/of noodzakelijk is, wordt de stuwing uitgevoerd door de vervoerder op basis van de instructies van de afzender of verlader die conform de geldende wetgeving in functie van het traject worden gegeven. Indien het door de vervoerder aangewende voertuig of de gehanteerde stuwing ongeschikt blijkt omdat er incorrecte of onvolledige informatie werd meegedeeld door de afzender of verlader of wanneer de transportverpakking niet stevig genoeg blijkt om een correcte ladingzekering mogelijk te maken,

zullen de kosten en schaden hierdoor ontstaan integraal ten laste van de afzender voor het vervoer vallen.

De aflevering gebeurt aan de drempel of aan de kaai van de gebouwen indien geen andere plaats werd overeengekomen.

De verplaatsing van het voertuig binnen het terrein van de afzender, verlader of geadresseerde gebeurt geheel op instructie en onder verantwoordelijkheid van die laatsten. De vervoerder kan zich evenwel verzetten tegen deze instructies indien de plaatselijke omstandigheden naar zijn overtuiging zijn voertuig of de lading in gevaar brengen.

Indien er geen bevoegde ter plaatse is op het afgesproken ogenblik van de aflevering, wordt vervoerder geïnstrueerd om het te leveren goed ter plaatse te ontladen, waarna de aflevering door de vervoerder gecommuniceerd wordt aan de afzender/opdrachtgever voor het vervoer op gelijk welke wijze en die laatste wordt geacht om deze aflevering zonder enig voorbehoud te hebben aanvaard.

Behoudens ingeval de afzender uitdrukkelijk aan de vervoerder heeft gevraagd om het brutogewicht van de lading te controleren in de zin van art. 8 lid 3 CMR, blijft de afzender verantwoordelijk voor elke overlading, zelfs overlading per as, welke tijdens het transport wordt vastgesteld. De afzender zal alle daaruit ontstane kosten vergoeden, met inbegrip van schade door immobilisatie van het voertuig en alle eventuele boetes of andere gerechtskosten die hieruit zouden kunnen voortvloeien.

Instructies

De aangestelden van de vervoerder kunnen geen enkele instructie of aangifte aanvaarden die de vervoerder verbindt buiten de voorziene perken voor wat betreft:

- de waarde van de goederen die moeten dienen als referentie in geval van volledig of gedeeltelijk verlies, of nog van beschadiging (artt. 23 en 25 CMR)
- de afleveringstermijnen (art. 19 CMR)
- de remboursementsinstructies (art. 21 CMR)
- een bijzondere waarde (art. 24 CMR) of een bijzonder belang bij de aflevering (art. 26 CMR).
- instructies of verklaringen met betrekking tot de gevaarlijke goederen (A.D.R.) of goederen die het voorwerp uitmaken van een bijzondere reglementering.

Opslag

In het geval van opslag door de vervoerder, is deze niet aansprakelijk in geval van diefstal met braak en/of geweld, brand, ontploffing, bliksem, inslag van luchtvaartuigen, waterschade, eigen gebrek van de goederen en hun verpakking, verborgen gebreken en overmacht.

De aansprakelijkheid bedraagt in elk geval een maximum bedrag van 8,33 speciale trekkingsrechten (S.T.R.) per kilogram verloren of beschadigde goederen met het absoluut maximum van 25.000 euro per gebeurtenis of reeks van gebeurtenissen met één en dezelfde schadeoorzaak. De vervoerder is niet aansprakelijk voor enige indirecte schade, waaronder economisch verlies, gevolgschade of immateriële schade.

Immobilisatietijden

De vervoerder is gerechtigd op de vergoeding van de immobilisatietijden van het wegvoertuig. Bij ontstentenis van andersluidende overeenkomst, wordt aangenomen dat de vervoerder een uur laden en een uur lossen voor zijn rekening neemt. Na afloop van dit uur is de vervoerder gerechtigd op vergoeding voor het geheel van de kosten die uit deze bijkomende immobilisatietijd voortvloeien. De vervoerder is bovendien gerechtigd op vergoeding voor het geheel van de kosten die voortvloeien uit andere immobilisatietijden die, rekening houdende met de omstandigheden van het transport, de gebruikelijke duur overschrijden.

Aansprakelijkheid

De vervoerder is enkel aansprakelijk voor schade aan de vervoerde goederen, conform de toepasselijke bepalingen van het CMR-Verdrag. Wanneer naar aanleiding van het transport, aan andere goederen die zich onder de hoede van afzender, belader of geadresseerde bevinden, maar die niet de te vervoeren goederen zijn, schade ontstaat, dan is de vervoerder slechts aansprakelijkheid voor schade te wijten aan diens fout of nalatigheid. Hoe dan ook en behoudens in gevallen van opzet, is de omvang van zijn aansprakelijkheid voor de schade aan andere dan de te vervoeren goederen per schadegeval beperkt tot maximaal 8,33 STR voor elk bruto kg gewicht van de vervoerde lading.

Facturatie - Betalingen - Pand/Retentie

De opdrachtgever is gehouden tot betaling van de vrachtprijs, zelfs indien hij de vervoerder
verzoekt de vrachtprijs te innen bij de geadresseerde.

In geval van annulatie van een rit binnen de 24 uren voor aanvang van de rit, blijft de volledige ritprijs verschuldigd aan de vervoerder.Voor palletruil kan de vervoerder een bijkomende vergoeding aanrekenen. Het aantal pallets te ruilen houdt rekening met een verlies van 5%.

Er mag geen schuldvergelijking worden toegepast tussen de vrachtprijs en de eventueel van de vervoerder gevorderde bedragen. Behoudens anders schriftelijk overeengekomen, zijn de facturen van de vervoerder betaalbaar op de vermelde vervaldatum en zonder korting. Bij ontstentenis van betaling van de factuur op haar vervaldag en zonder dat een ingebrekestelling noodzakelijk is, zal van rechtswege het nog verschuldigde bedrag interesten opleveren aan een interestvoet zoals voorzien in de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties. Wanneer er een interest zoals in het vorige lid vermeld, verschuldigd is, heeft de vervoerder van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op de betaling van een forfaitaire vergoeding met minimum van 10 % van het door de contractspartij niet betaalde bedrag. De toekenning van deze redelijke schadeloosstelling ad 10% sluit de toekenning van een eventuele rechtsplegingsvergoeding, dan wel van enige andere bewezen invorderingskosten niet uit. Bij ontstentenis van betaling op de vervaldag worden tevens van rechtswege en zonder ingebrekestelling alle niet vervallen facturen onmiddellijk en volledig opeisbaar.

De verschillende schuldvorderingen van de vervoerder op de opdrachtgever, zelfs indien zij betrekking hebben op verschillende zendingen en op goederen die niet meer in zijn bezit zijn, vormen één enkele en ondeelbare schuldvordering tot beloop waarvan de vervoerder al zijn rechten en voorrechten mag uitoefenen.

Bovendien zal de vervoerder een pand- en/of retentierecht kunnen uitoefenen op alle materiaal en/of goederen die hij verzendt, transporteert, opslaat, of op enige wijze onder zich heeft, en dit tot dekking van alle sommen die zijn opdrachtgever, uit welke oorzaak dan ook verschuldigd is of verschuldigd zal zijn.

Niettegenstaande elke insolventie, elke overdracht van schuldvorderingen, elke vorm van beslag en niettegenstaande enige samenloop zal de vervoerder schuldvergelijking dan wel schuldnovatie kunnen toepassen op de verplichtingen die de vervoerder ten overstaan van haar contractspartij
heeft, en die deze laatsten op de vervoerder heeft. Aan dit recht wordt op geen enkele wijze afbreuk gedaan door de kennisgeving, dan wel betekening van een insolventie, overdracht van schuldvordering, elke vorm van beslag of enige samenloop.

Slotbepalingen

In geval van enige betwisting tussen partijen, zijn, onverminderd de toepassing van art. 31 lid 1 CMR de rechtbanken van de maatschappelijke zetel van de vervoerder bevoegd. Het Belgische recht is van toepassing.

Indien één of meer bedingen van deze algemene voorwaarden, om welke redenen dan ook, niet van toepassing zouden zijn, blijven de overige bedingen desondanks geldig.